



**Arrêté préfectoral n°146-DDPP-23
portant prescriptions complémentaires au titre de la réglementation des installations
classées pour la protection de l'environnement**

Le Préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.181.1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-060 du 7 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BAZIN, Directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 38/DDPP/23 du 8 février 2023 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2005 modifié réglementant les activités de la société THERMAL CERAMICS DE FRANCE pour le site qu'elle exploite à Saint-Marcellin-en-Forez, ZI Les Plantée ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°287-DDPP-16 du 8 juillet 2016 pris en application des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) « Verrerie » qui ont été publiées le 8 mars 2012 ;

Vu le dossier de porter à connaissance établi par l'exploitant en janvier 2023 (RAPPORT R_MDE_PR2212-1458/1 Version 3) en vue d'être autorisé à modifier certaines dispositions de son arrêté d'autorisation ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 6 avril 2023 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 27 avril 2023 ;

Vu l'absence d'observation présentée par le demandeur sur le projet d'arrêté transmis le 27 avril 2023 ;

Considérant que les modifications apportées n'engendrent pas d'impact ni de risques supplémentaires pour l'environnement humain et naturel du site ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale 42-43 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral n°287-DDPP-16 du 8 juillet 2016 est complété comme précisé ci-après :

L'exploitant est autorisé à mettre en place des stockages provisoires de produits finis, en lieu et place de l'entrepôt incendié, pour une durée maximale de 2 ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 2 :

L'arrêté préfectoral n°287-DDPP-16 du 8 juillet 2016 est complété comme précisé ci-après :

Localisation et superficie des stockages temporaires :

Les chapiteaux 1 et 2 seront implantés conformément au plan joint au dossier de porter à connaissance.

Le chapiteau 1 est positionné à une distance minimale de 5 mètres des limites de propriété et de 7 mètres des bâtiments et installations. Sa superficie maximale est de 1250 m², la superficie utile de stockage est de 775 m².

Le chapiteau 2 est positionné à une distance minimale de 5 mètres des bâtiments et installations. Sa superficie maximale est de 500 m², la superficie utile de stockage est de 310 m².

Article 3 :

L'arrêté préfectoral n°287-DDPP-16 du 8 juillet 2016 est complété comme précisé ci-après :

Configuration du stockage de produits fini dans les chapiteaux :

Le stockage de produits finis, après refroidissement, est réalisé au sol sur palettes uniquement (hauteur de stockage maximale : 2,8 mètres).

Article 4 :

L'arrêté préfectoral n°287-DDPP-16 du 8 juillet 2016 est complété comme précisé ci-après :

Quantité de matières combustibles :

L'exploitant est autorisé à stocker les quantités de matières combustibles maximales suivantes :

- chapiteau 1 : 25 tonnes
- chapiteau 2 : 10 tonnes
- bâtiment Hoffman : 90 tonnes

Article 5 :

L'arrêté préfectoral n°287-DDPP-16 du 8 juillet 2016 est complété comme précisé ci-après :

Les moyens de lutte contre l'incendie sont complétés par :

- 4 extincteurs ABC de 50 kg chacun, positionnés à chaque angle des 2 chapiteaux,
- gardiennage 24h/24 et 7j/7 ou détection (optique ou thermique) dans chaque chapiteau,
- présence d'un point d'eau à proximité immédiate de chaque chapiteau.

Article 6 :

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Lyon:

1. par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans la Loire, conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés au 1 et au 2 du présent article.

Article 7 :

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT-MARCELLIN-EN-FOREZ et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINT-MARCELLIN-EN-FOREZ pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques ;
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 8 :

Le sous-préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées et le maire de SAINT-MARCELLIN-EN-FOREZ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté .

Saint-Étienne, le **17 MAI 2023**
Pour le Préfet et par délégation


Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
Laurent BAZIN

Copie adressée à :

copie adressée à :

- Société THERMAL CERAMICS DE FRANCE
- 3 rue du 18 juin 1927
- 42162 ANDREZIEUX-BOUTHEON
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Mairie de SAINT-MARCELLIN-EN-FOREZ
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono

